

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Europe & France > France > Racisme (France) > Musulmans, Arabes (racisme, France) > **Trois articles sur le Collectif contre l'islamophobie en France (CCIF)**

# Trois articles sur le Collectif contre l'islamophobie en France (CCIF)

vendredi 22 novembre 2019, par [CNEWS](#), [GODARD Bernard](#), [LE CLERC Loïc](#), [PIGNOT Marion](#) (Date de rédaction antérieure : 13 novembre 2019).

**Le Collectif contre l'islamophobie (CCIF), l'un des organisateurs de la marche « dire stop à l'islamophobie » du dimanche 10 novembre 2019 à Paris, est-il en lien avec les Frères musulmans et l'Union des organisations islamiques en France (UOIF) ?**

Sommaire

- [Entretien : Pourquoi il \(...\)](#)
- [Qu'est-ce que le Collectif](#)
- [TOUT SAVOIR SUR LE COLLECTIF](#)

---

## **Entretien : Pourquoi il est faux de dire que les Frères musulmans sont derrière le CCIF**

**Islamophobie, salafisme, identitaires, Frères musulmans, islamo-gauchistes... On a causé de tout ça avec Bernard Godard.**

Bernard Godard est chercheur associé au Césor. De 1997 à 2002, il est conseiller du ministère de l'Intérieur, puis au Bureau central des cultes en charge des relations avec le culte musulman. Il est l'auteur de *La question musulmane en France : Un état des lieux sans concessions*, paru chez Fayard en 2015.

**Regards. À l'occasion de la marche contre l'islamophobie, on a beaucoup lu et entendu parlé des Frères musulmans. Ceux-ci seraient à la manœuvre, notamment derrière le CCIF. Quel est votre avis à ce sujet ?**

Bernard Godard. Quand on parle des Frères musulmans, on évoque un mouvement politique - très mal en point - dont le siège est au Caire. Il y a des déclinaisons, comme l'AKP turc, le Premier ministre marocain ou Ennahda en Tunisie, lesquels s'en inspirent beaucoup. La question est de savoir de quoi l'on parle quand on évoque les Frères musulmans en France ? On parle de l'UOIF (Union des organisations islamiques en France). C'est un mouvement qui s'est constitué en 1983.

Dans les années 90, en France, en Angleterre et aux États-Unis, les Frères musulmans ont islamisé, socialisé beaucoup de jeunes musulmans. Ils étaient importants, les jeunes n'avaient pas d'apport religieux indépendant de leurs parents. À l'époque, quelqu'un comme Tariq Ramadan est apparu, d'inspiration Frères musulmans. Il a joué un rôle important dans ce qu'il appelle la « fierté

musulmane ». La stratégie des Frères musulmans était d'avoir des mouvements en Europe et aux États-Unis pour jouer un rôle de soutien en cas de révolution – comme on l'a vu en 2011. Mais, très tôt, ils se sont pensés comme « minorités », c'est-à-dire qu'ils n'ont pas pensé imposer la charia en Occident, mais développer des moyens de défense, comme la lutte contre l'islamophobie. Ils ont misé sur l'intégration des jeunes, sur le thème de l'identité, particulièrement en France. Dès 1989, ils se sont positionnés sur le voile – sans être à l'initiative du mouvement.

À partir des années 2000, ça a changé. Samy Debah n'a pas créé le CCIF au nom des Frères musulmans. Ces jeunes-là ont dû quitter les Frères musulmans, il n'y a pas un jeune dans la direction de l'UOIF. Ça reste un mouvement politique très figé, très conservateur. Le tournant, c'est la loi sur le voile, où ils se sont un peu discrédités. Vous avez des gens comme Omero Marongiu qui sont très critiques de la pensée des Frères musulmans.

Dire que les Frères musulmans, aujourd'hui, seraient à la manœuvre, c'est l'éternel discours français qui dit : « De toute façon, tout ça, ça vient de l'étranger ». C'est dangereux. Pour moi, les salafistes djihadistes sont les plus Français de tous les musulmans. Ils sont issus du terreau. Ce sont des gens comme Mohamed Sifaoui qui disent que les Frères musulmans ont un plan : prendre le contrôle, créer des îlots d'autonomie des musulmans, etc. Sauf que le CCIF est autonome, il n'a jamais eu une quelconque aide des Frères musulmans. Le CCIF est, par contre, la démarche identitaire typique. Les Indigènes de la République ont une bien plus grande influence intellectuelle sur le CCIF que les Frères musulmans, via les thèses du décolonialisme, lesquelles viennent principalement des États-Unis. Dès le départ, le CCIF s'est axé sur le combat d'une islamophobie d'État. C'est le seul organisme digne de ce nom qui permet aux femmes voilées ou à d'autres de se faire entendre. On peut le regretter, mais c'est ainsi.

On a réduit le CCIF à une personnalité comme Marwan Muhammad. Mais enfin, il n'est plus au CCIF ! C'est une structure assez démocratique et donc les dirigeants changent. C'est tenu par des jeunes musulmans, pas par des esprits archaïques.

*« Quand Emmanuel Macron parle de « l'hydre islamiste », dans la cour de la préfecture de Paris, ça me révolte. Dans ce cas, qu'est-ce qu'il attend pour cesser toute relation diplomatique avec la Turquie ? »*

### **Les Frères musulmans ont-ils une réelle influence en France ? Et l'islam politique ?**

Oui, les Frères musulmans restent puissants dans l'ensemble du monde occidental. Ils ont été l'aile la plus intellectuelle concernant le statut des musulmans en Occident. Ils sont à l'origine de la création du Conseil européen pour la fatwa et la recherche, à Dublin, ou encore l'Université des formations des imams et des cadres religieux, en France. Mais, aujourd'hui en 2019, ils n'ont plus le poids qu'ils avaient en 2000. Aujourd'hui, on voit Samy Debah monter sa liste aux élections municipales à Garges-lès-Gonesse. On peut dire que ces identitaires – *soft* – sont désireux d'entrer dans le champs politique, mais pas les Frères musulmans. On l'a vu aussi aux européennes avec l'Union des démocrates musulmans français (UDMF) de Nagib Azergui, sur le discours « je suis laïc, je suis républicain », etc. Ils ont une fascination pour la démocratie chrétienne. Effectivement, c'est spectaculaire de voir des scores à 40%, à Maubeuge, lors des dernières européennes. Mais au niveau national, l'UDMF, c'est 0,13%...

Mais politiquement, tout ça n'est pas encore formulé de manière très nette. Quand Marwan Muhammad scande « Allah akbar » à la manifestation de dimanche dernier, cela montre bien qu'il n'y a pas de stratégie souterraine. Tout ça est un peu brouillon. Il faut rester prudent, parce que l'islam politique reste limité à ces quelques exemples. De même, il faut être prudent avec le terme « islamiste ». La violence terroriste, elle, vient du salafisme, qui est complètement parallèle à tout ce

dont on parle ici. Il faut savoir de quoi l'on parle ! Quand Emmanuel Macron parle de « l'hydre islamiste », dans la cour de la préfecture de Paris, ça me révolte. Dans ce cas, qu'est-ce qu'il attend pour cesser toute relation diplomatique avec la Turquie ?

### **On dit également que le terme « islamophobie » est une invention des Frères musulmans... Qu'en est-il ?**

C'est faux. C'est un terme créé au début du XX<sup>e</sup> siècle, comme le pendant de l'islamophilie ou, autrement dit, l'indigénisme. C'est un haut-fonctionnaire qui a parlé le premier d'islamophobie, disant qu'il fallait être islamophile, faire que la France soit beaucoup plus généreuse vis-à-vis de l'islam. En revanche, le terme a pris du volume dans les années 1980 en Angleterre. Il y a eu une grosse polémique à l'époque. Et puis ça a été pris comme un symbole fort par l'Organisation de la coopération islamique (OCI) et en particulier par son secrétaire général qui était un Turc. Le message était le suivant : « Nous, les Turcs, sommes les européens et c'est donc nous qui allons défendre l'islam européen ». Ils ont beaucoup théorisé sur l'islamophobie. Le moment crucial en France, c'est la parution du livre de Pierre-André Taguieff *La Nouvelle Judéophobie* en 2002, où il accusait l'extrême gauche de complicité avec les terroristes. L'année suivante, Vincent Geisser publie *La nouvelle islamophobie*.

« Aujourd'hui, le sentiment anti-musulmans est d'un tel danger que, si les organisations politiques et syndicales de gauche ne donnent pas des signaux forts, en face, les identitaristes de tout poil - dont les salafistes - vont prendre la place. »

### **Que pensez-vous du qualificatif « islamo-gauchiste » ?**

Il faut replacer le contexte. Taguieff conceptualise ça après la deuxième intifada de 2000, quand le Hamas prend le pas sur l'OLP. Pour Taguieff, les islamo-gauchistes, c'était ceux qui soutenaient la Palestine. Puis, ça a glissé sur les identitaires, plus encore lors de l'affaire du voile à l'école. Aujourd'hui, en 2019, depuis les attentats en particulier, le sentiment anti-musulmans est d'un tel danger que, si les organisations politiques et syndicales de gauche ne donnent pas des signaux forts, en face, les identitaristes de tout poil - dont les salafistes - vont prendre la place.

### **Propos recueillis par Loïc Le Clerc.**

• Regards, 13 novembre 2019 :

<http://www.regards.fr/societe/article/pourquoi-il-est-faux-de-dire-que-les-freres-musulmans-sont-derriere-le-ccif>

---

## **Qu'est-ce que le Collectif contre l'islamophobie ?**

**MANIFESTATION Le Collectif contre l'islamophobie, l'un des organisateurs de la marche « dire stop à l'islamophobie » prévue dimanche à Paris, est-il vraiment en lien avec les Frères musulmans, comme l'affirment certains ?**

Un appel à la mobilisation signé par une cinquantaine de personnalités de gauche a été publié dans *Libération* le 1<sup>er</sup> novembre sur fond de polémique sur le voile, et appelle à manifester dimanche pour « dire stop à l'islamophobie ».

En raison notamment de la présence parmi ses initiateurs du Collectif contre l'islamophobie (CCIF), accusé de liens avec les Frères musulmans, plusieurs signataires ont pris leurs distances avec cet appel, parmi lesquels Yannick Jadot (EELV).

Les organisateurs de la marche dénoncent un « sabotage », alors que le CCIF, lui, assure n'entretenir aucun lien avec les Frères musulmans et espère faire de cette marche dominicale un « tournant dans la lutte contre les actes anti-musulmans en France ».

« J'en ai un peu marre de cette rumeur de collusion entre le Collectif contre l'islamophobie en France (CCIF) et les Frères musulmans, des termes qui foutent la trouille en France. C'est tout simplement faux. » Bernard Godard connaît, dit-il, « très bien les membres de Frères musulmans en France » et tout aussi bien ceux qui sont à l'origine de la création du CCIF. Pour ce chercheur spécialiste de l'islam associé au Centre d'études en sciences sociales du religieux (césor), les Frères musulmans ne se cachent « en aucun cas » derrière le CCIF et derrière la marche contre l'islamophobie prévue ce dimanche à Paris, comme certains élus et internautes l'ont relayé au lendemain de l'appel à la mobilisation paru dans *Libération*.

Cette tribune, publiée le 1<sup>er</sup> novembre sur fond de polémique sur le port du voile et après l'attaque contre la mosquée de Bayonne, appelle à manifester pour dire « stop à l'islamophobie » et a été signée par une cinquantaine de personnalités de gauche. Parmi elles, Yannick Jadot (EELV), François Ruffin mais aussi le secrétaire général de la CGT Philippe Martinez, le secrétaire national d'EELV David Cormand ou encore le fondateur de Génération-s Benoît Hamon. Depuis, plusieurs signataires ont cependant pris leurs distances avec cet appel, en raison notamment de la présence parmi ses initiateurs du CCIF, accusé de liens avec les Frères musulmans.

« C'est de l'hypocrisie car les idées du CCIF n'ont pas changé depuis 2003 » Yannick Jadot (EELV) par exemple a ainsi fait savoir qu'il renonçait à défiler dimanche. « Le reproche adressé à cette pétition vient d'un spectre très large, de laïcards qui frayent avec l'extrême droite, de gens de gauche et de l'extrême droite. Quand les signataires qui se dédient disent « je ne savais pas », c'est de l'hypocrisie car les idées du CCIF n'ont pas changé depuis 2003 », s'énerve Bernard Godard.

Celui qui a travaillé de 2002 à 2015 au Bureau des cultes (rattaché au ministère de l'Intérieur) poursuit : « Le CCIF est né en 2003, en pleine préparation de la loi sur les signes religieux à l'école. La structure était forcément plus orientée vers l'idéologie que vers la comptabilisation des actes anti-musulmans que peuvent être les agressions physiques ou les attaques contre les mosquées. Ce contexte l'a desservi, mais le CCIF n'a pas été créé par les Frères musulmans. »

Un contexte de défense du port du voile auquel s'est ajouté celui, tout aussi sensible, de la « réappartenance à l'islam » opérée par l'Union des organisations islamiques [Musulmans de France] dans les années 1990. « Le CCIF c'est en réalité un mouvement que l'on pourrait définir comme « frériste », un mouvement identitaire qui se décline en France de façon douce, tranche encore ce spécialiste de la montée de l'islamisme radical en France. Surtout, en 2019, ce conseil est le seul organisme digne de ce nom en France auquel les musulmans peuvent avoir recours s'ils sont victimes d'un acte islamophobe. Il est essentiel. »

**« Un seul combat, celui de faire reculer le racisme en France »**

Un CCIF qui, selon son directeur depuis janvier 2019, est également « apolitique et areligieux ». « Nous avons un site internet [1], un manifeste, nous sommes totalement transparents. Nous travaillons avec la Ligue des droits de l'homme, avec SOS Racisme ou l'Union juive française avec pour seul et même combat celui de faire reculer le racisme en France, assure Jawad Bachare.

L'esprit du CCIF est celui du droit. »

Ce militant contre les discriminations s'attend à une grande mobilisation, dimanche. Des bus de manifestants doivent venir du Nord ou encore du Bordelais quand 10.000 personnes au total devraient manifester dans les rues de Paris. « Ce sera un tournant dans la lutte contre l'islamophobie en France. C'est la première fois qu'une telle marche aura lieu et ce sera aux politiques d'entendre la voix du peuple mobilisé », lance encore Jawad Bachare. L'optimiste comprend « les raideurs, les crispations » mais l'habitué des luttes qu'il est sait que « de ces tensions naîtront un rapport normalisé, une prise de conscience et des politiques publiques en faveur de la lutte contre l'islamophobie ».

Celui qui a grandi à Valenciennes et ne cesse de citer Jaurès ou Victor Hugo glisse au passage que ses « adversaires d'extrême droite qui relancent des rumeurs pour décrédibiliser le travail du CCIF et qui font passer le conseil pour une officine salafiste » n'ont d'ailleurs jamais réussi « à démontrer quoi que ce soit ». Et, comme pour s'éloigner encore un peu plus de l'image extrémiste des Frères musulmans, il détaille le travail abattu par le conseil depuis sa création en 2003 : création d'antennes locales qui œuvrent à la sensibilisation à l'islamophobie auprès des partenaires sociaux et des mosquées, collaborations avec le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP), la LDH ou le Défenseur des droits ou encore sollicitations de l'Onu ou de la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH) sur l'islamophobie [2].

*CCIF*

@ccif

Depuis l'annonce de la marche du 10 novembre, nous avons assisté à un déchaînement de positions destinées à brouiller, comme d'habitude, l'objectif de cette marche, et l'unité historique qui pourrait en résulter.

COMMUNIQUÉ #Le10contrelislamophobie

Reste que ce mot est « maudit », selon Bernard Godard. « Dès son apparition au début des années 2000, il a été confondu avec une critique de l'islam, explique celui qui dans une note transmise à sa hiérarchie en 2011 avait déjà interpellé sur ce problème de sémantique. « Plutôt qu'islamophobie, il faudrait parler d'actes anti-musulmans et le CCIF ne sera pas « blanchi » tant qu'il ne sera pas sur le même registre sémantique que la Licra ou que la LDH. Les laïcards sensibles à tout ce qui touche à l'islam continueront à mettre rapidement en place un cordon sanitaire autour de ce Collectif qu'ils considèrent comme ambigu. »

**Marion Pignot**

• 20 minutes. Publié le 08/11/19 à 17h18 — Mis à jour le 08/11/19 à 23h08 :

<https://www.20minutes.fr/societe/2647071-20191108-conseil-lutte-contre-islamophobie>

---

**TOUT SAVOIR SUR LE COLLECTIF CONTRE L'ISLAMOPHOBIE (CCIF), L'UN  
DES INITIATEURS CONTROVERSÉS DE LA MARCHÉ CONTRE**

## L'ISLAMOPHOBIE À PARIS

*En janvier 2016, le CCIF avait été à l'origine d'une manifestation à Paris contre l'inscription de l'état d'urgence et de la déchéance de nationalité dans la Constitution. En janvier 2016, le CCIF avait été à l'origine d'une manifestation à Paris contre l'inscription de l'état d'urgence et de la déchéance de nationalité dans la Constitution.[Photo Geoffroy Van der Hasselt / AFP ]*

Une marche contre l'islamophobie est en cours à Paris, pour dénoncer les actes antimusulmans. Parmi ses initiateurs figure le Collectif contre l'islamophobie en France (CCIF), dont la présence suscite les critiques car accusé de promouvoir l'islam politique.

### UNE ASSOCIATION « APOLITIQUE ET ARELIGIEUSE » FONDÉE EN 2000

Le CCIF est une association de défense des droits humains, « dont la mission est de combattre l'islamophobie, définie comme l'ensemble des actes de discrimination ou de violence contre des individus ou des institutions en raison de leur appartenance réelle ou supposée à l'islam », selon son manifeste, accessible sur son site internet. Fondée en 2000, l'organisation se concentre sur la lutte contre l'islamophobie seulement depuis 2003.

Elle se définit comme « apolitique et areligieuse », aspirant à « une société plus juste et plus égalitaire », qui œuvre « au quotidien pour que la liberté, l'égalité et la fraternité soient aussi une réalité pour les millions de Français musulmans ».

Réalisant chaque année depuis 2004 un rapport recensant les actes antimusulmans en France, « ce conseil est le seul organisme digne de ce nom en France auquel les musulmans peuvent avoir recours s'ils sont victimes d'un acte islamophobe », souligne à *20 Minutes* Bernard Godard, chercheur spécialiste de l'islam associé au Centre d'études en sciences sociales du religieux (CéSor).

### ACCUSÉ D'ÊTRE PROCHE DES FRÈRES MUSULMANS

La controverse autour du CCIF vient du fait qu'il est accusé d'entretenir des liens avec les Frères musulmans, une organisation internationale de promotion de l'islam politique. Une proximité que l'association nie. « On a accusé (comme depuis plusieurs années) le CCIF d'être 'islamiste', de faire de 'l'islam politique', d'être proche des 'Frères musulmans', d'être 'communautariste', etc. Jusqu'à aujourd'hui, personne n'a sérieusement prouvé ces accusations », se défend le collectif dans un billet publié sur son site internet [3].

Dans un article publié en 2016, *Libération* allait dans le même sens, soulignant que le CCIF n'avait jamais eu de lien organique avec l'Union des organisations islamiques de France (UOIF), la branche française des Frères musulmans. Cette suspicion entourant le collectif vient notamment des liens que l'association nourrit avec des organisations ou des personnalités sulfureuses, comme l'islamologue Tariq Ramadan ou l'ONG musulmane Baraka City, soupçonnée de financement du terrorisme, enquête classée sans suite en mars dernier.

### IL S'EST FAIT CONNAÎTRE LORS DE LA POLÉMIQUE SUR LE BURKINI

C'est en 2016 que l'association a connu un véritable coup de projecteur médiatique. Face aux arrêtés anti-burkini mis en place par plusieurs municipalités du sud-est de la France, l'association a apporté son soutien aux femmes de confession musulmane portant ce maillot de bain islamique intégral.

Avec la Ligue des droits de l'homme (LDH), le CCIF avait saisi le Conseil d'Etat pour faire annuler

l'arrêté anti-burkini de Villeneuve-Loubet (Alpes-Maritimes), première ville à avoir pris une telle initiative à la fin du mois de juillet 2016. Ce qu'elle avait obtenu, la plus haute juridiction administrative jugeant que « l'arrêté litigieux a porté une atteinte grave et manifestement illégale aux libertés fondamentales que sont la liberté d'aller et venir, la liberté de conscience et la liberté personnelle ».

A l'époque, le Front national (devenu Rassemblement national), par la voix du sénateur-maire FN de Fréjus David Rachline, avait appelé à la dissolution du collectif qui, « grâce » à cette affaire, avait vu les demandes d'adhésion et les dons affluer.

## UNE ORGANISATION RECONNUE PAR L'ONU

En 2011, le CCIF a connu la consécration internationale, en obtenant le « statut spécial consultatif » au sein du Conseil Economique et Social (Ecosoc) de l'ONU. Celui-ci est « octroyé aux ONG internationalement reconnues pour leur compétence particulière dans certains domaines d'activité de l'Ecosoc », précisent les Nations Unies, ces organisations ayant du coup la possibilité de « soumettre des communications écrites et des pétitions » au Conseil.

L'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) reconnaît également le CCIF, en l'invitant régulièrement à des conférences et en reprenant ses statistiques sur les crimes de haine chaque année. Idem pour la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDDH) en France, qui l'auditionne régulièrement et juge son travail « utile » selon un article de Libération.

## CNEWS

- CNEWS - Publié le 10/11/2019 à 15:51. Mis à jour le 10/11/2019 à 15:54 :  
<https://www.cnews.fr/france/2019-11-10/tout-savoir-sur-le-collectif-contre-lislamophobie-ccif-lun-des-initiateurs>

---

## Notes

[1] <https://www.islamophobie.net/en/2019/11/07/marcher-ensemble-jusquou/>

[2] <https://www.islamophobie.net/en/2019/04/23/rapport-annuel-de-la-cncdh/>

[3] <https://www.islamophobie.net/2019/11/07/marcher-ensemble-jusquou/>